

Parcours de la Recherche Collaborative et de la Co-Construction des connaissances : une expérience québécoise

Interview avec Carole Lévesque (INRS – Canada)

Lara Erendira Almeida de Andrade^a
Emmanuelle Piedboeuf^b

Carole Lévesque est professeure titulaire à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), à Montréal, Canada. Détentrice d'un doctorat en anthropologie sociale et culturelle (Sorbonne, Paris), elle a consacré la totalité de sa carrière aux questions autochtones. Depuis plus de 50 ans, elle travaille en étroite collaboration avec les communautés, organisations et institutions autochtones au Québec et ailleurs.

Avec les années, Carole Lévesque a expérimenté et mis au point plusieurs formules de recherche participative et collaborative dans lesquelles les populations, à titre individuel ou communautaire, jouent un rôle actif. Elle a séjourné dans plus de 46 des 56 communautés territoriales des Premières Nations et du Peuple Inuit du Québec et

a Doutora em antropologia pelo Programa de Pós-Graduação em Antropologia (UFPE). Pesquisadora do Núcleo de Estudos e Pesquisas sobre Etnicidade (Nepe/UFPE). Email: laraerendira@gmail.com. Orcid : <https://orcid.org/0000-0002-8999-7980>.

b Doutoranda na Escola de Estudos Indígenas (Universidade de Quebec – Abitibi-Témiscamingue). Investigadora da Rede de Pesquisa e Conhecimento de Povos Indígenas – DIALOG. Email: emmanuelle.piedboeuf@inrs.ca. Orcid: <https://orcid.org/0000-0002-6029-0922>.

réalisé de nombreuses enquêtes de terrain. Ses travaux proposent une relecture conceptuelle et appliquée des logiques et dynamiques qui fondent l'argumentaire explicatif et les logiques d'action des politiques et des programmes destinés aux peuples autochtones.

Elle a fondé en 2001 et dirigé depuis lors DIALOG – Le réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones. Elle a également mis sur pied en 2009 l'Alliance de recherche ODENA dont les travaux se concentrent sur les logiques et dynamiques urbaines des Premiers peuples.

Ses idées et sa pratique d'une anthropologie collaborative sont une marque de reconnaissance de son parcours et le sujet de l'entretien que nous présentons ci-dessous. Cet entretien a été réalisé en janvier 2020, alors que l'auteure brésilienne de ce texte effectuait un stage doctoral à l'INRS. Une autre rencontre a eu lieu avec Carole Lévesque sur le même thème lors de la conférence finale du séminaire international *Expériences ethnographiques dans les Amériques: Nature, apports et retombées de l'ethnographie contemporaine* – une expérience québécoise. Ce séminaire était organisé par le Núcleo de Estudos e Pesquisas sobre Etnicidade (NEPE) et le Réseau DIALOG, qui est codirigé par Mme Lévesque.

Carole Lévesque a reçu plusieurs prix pour sa carrière : le Prix Marcel-Vincent de l'ACFAS pour sa contribution au développement du domaine des études relatives aux Peuples autochtones, en 2011 ; au printemps 2012, avec son collègue Daniel Salée de l'Université Concordia, elle s'est mérité le Prix Jean-Michel Lacroix qui souligne la publication d'un article exceptionnel publié dans la Revue internationale d'études canadiennes (RIÉC) : « Representing Aboriginal Self-Government and First Nations/State Relations : Political Agency and the Management of the Boreal Forest in Eeyou Istchee ». À l'été 2015, elle a reçu le prix d'excellence en Recherche et Création (volet Carrière) de l'Université du Québec. En novembre 2016, le gouvernement du Québec lui a octroyé le Prix Marie-Andrée-Bertrand qui reconnaît son rôle majeur dans la réconciliation avec les Peuples autochtones.

L'objectif de cet entretien est de s'intéresser au développement de la démarche de co-construction des connaissances au Québec avec les peuples autochtones à partir de son histoire de vie. Nous pensions commencer de manière chronologique. Pouvez-vous nous parler de votre enfance et de votre histoire familiale? Nous dire à quel moment l'anthropologie arrive et comment tout au long de votre histoire, vous avez vécu et réfléchi à des problèmes liés à la méthodologie et aux pratiques de recherche collaborative?

Carole Lévesque – D'abord, c'est important de dire que je viens d'un milieu ouvrier. J'ai grandi dans les années 1950 et 1960, et à ce moment-là, il n'était pas du tout évident que quelqu'un de mon milieu allait faire des études supérieures. Mes parents ne sont jamais allés à l'université ; ils ont même à peine fini leur cours primaire. Toutefois, j'ai commencé à lire très tôt et je me suis intéressée à beaucoup de choses. Pour moi, la première clé de ce qui est devenu ma carrière, c'est la lecture. J'ai compris très jeune, qu'on ne faisait pas juste lire, on pouvait apprendre des choses.

Grâce à la lecture, je me suis intéressée à l'Égypte. J'ai toujours eu une passion pour les pharaons. Je m'intéressais à ce qui se passait ailleurs et j'aimais lire sur les autres cultures. Mais je ne savais même pas nommer cet intérêt. Donc, quand j'ai fini mon secondaire, j'ai commencé à me demander ce que je voulais faire, ce que je voulais étudier. Je me disais que je voulais étudier quelque chose, mais que je ne connaissais pas le terme. Je savais que ce n'était pas la psychologie, pas la sociologie, pas la géographie ni l'éducation. Mais ça pouvait toucher à tout ça. À 18 ans, tout à fait par hasard, je suis tombée sur une petite fiche qui donnait des informations sur les métiers. Le premier métier sur la fiche, par ordre alphabétique, c'était l'anthropologie. J'ai lu la description et j'ai fermé le tiroir et j'ai dit : « c'est ça ! »

Il y a aussi eu un contexte particulier dans ces années-là. Vers le milieu des années 1960, le Québec était en pleine *Révolution Tranquille*. C'était un moment où on ne voulait plus que ça soit l'Église qui ait la

responsabilité des services de santé ou d'éducation. Il y a eu de grands changements qui ont mené à la création de *La Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*, qui a donné le *rapport Parent* (1963-1966). Cela a conduit à la création, notamment, de l'Université du Québec (UQ) et des Collèges d'enseignement général et professionnel (CÉGEPs). La caractéristique première de l'UQ était de favoriser l'accès à l'université à des gens qui autrement n'y auraient pas eu accès.

Jusqu'au milieu des années 1960, il fallait payer pour accéder aux études supérieures, donc c'était beaucoup les hommes qui y allaient, ou les personnes de milieux plus aisés. Comme je venais d'une petite ville, je n'ai pas du tout grandi dans un milieu intellectuel, et je n'aurais jamais pu y accéder. Mon accès aux études est directement lié à la démocratisation de l'université dans les années 1960. J'ai pu, quand j'ai fini l'école secondaire dans ma ville, aller dans une autre ville, pour étudier gratuitement à ce qu'on appelait à l'époque le séminaire. Ça a permis aussi que plus de femmes aillent au collège et à l'université.

Ce sont ces chemins qui m'ont conduit à l'anthropologie. À un premier niveau, il y a l'importance de la lecture, qui nous apprend des choses sur d'autres pays, d'autres cultures, d'autres époques. Après, j'ai découvert que s'intéresser aux autres cultures, ça porte un nom, qui s'appelle l'anthropologie. Mais je n'ai jamais suivi de cours d'anthropologie avant d'aller à l'université. D'abord ça n'existait pas. Mais tout ce que j'avais lu m'amenait vers ça.

Comment avez-vous commencé à travailler avec les Premières Nations au Québec? Comment pensez-vous que votre origine familiale a pu vous influencer?

Carole Lévesque – Quand je suis arrivée à l'université en anthropologie, j'ai été fascinée par ce qu'on appelle le terrain. Pour moi, c'était très important d'aller voir les gens. Est-ce que c'est à cause de mes ori-

gines sociales? Je ne sais pas, probablement. Je ne me posais pas cette question, je ne savais même pas que ça s'appelait de la méthodologie. Mais une chose me semblait automatique : que si j'allais voir des gens sur le terrain, j'allais leur donner les résultats de mes travaux.

Dès 1972, j'ai commencé à travailler avec le professeur Yvan Simonis, de l'Université de Montréal (UdeM). Il cherchait des étudiants pour travailler sur un projet avec les Mohawks. Moi, j'ai dit que je voulais y aller, parce que je connaissais un peu cette communauté, qui faisait partie de mon paysage, de mon chez-moi. Ça a fait 50 ans au mois de février de 2022 que j'ai eu ce petit travail comme assistante de recherche.

Après, sans le savoir, j'ai toujours travaillé autour des questions autochtones. Déjà dans les années 1970, j'ai fait mes propres travaux, et je cherchais toujours des moyens pour retourner les résultats dans les communautés. Pour moi, ça ne pouvait pas être simplement d'aller dans la communauté ramasser de l'information et après faire carrière à l'université. J'apprenais et encore aujourd'hui j'apprends.

Est-ce qu'à cette époque il y avait déjà cette idée dans l'université de partager les connaissances, ou alors on était encore dans des méthodologies plus classiques ?

Carole Lévesque – Non seulement on était dans quelque chose de plus classique, mais on considérait que l'échange ou le partage de connaissances avec les communautés autochtones n'était pas de la recherche. C'était même mal vu de faire ce genre de chose. C'était un extra qui n'était pas comptabilisé dans les activités de recherche. Yvan Simonis, avec qui j'ai commencé à travailler, nous incitait à travailler comme des anthropologues : on allait chercher de l'information auprès des gens, mais sans avoir de préoccupation pour retourner les résultats de la recherche.

C'est plutôt moi qui prenais ce type d'initiative, mais c'était mal vu parce que ce n'était pas considéré comme faisant partie du rôle

d'un chercheur. Un chercheur devait travailler pour obtenir des résultats de recherche, puis après aller les présenter dans de grands colloques. Moi je voulais présenter ces résultats auprès des gens, mais c'était découragé, ce n'était pas pris au sérieux. Je le faisais quand même parce que j'étais convaincue qu'il fallait le faire. Ce n'était pas du tout la norme en anthropologie au Québec.

Au début de votre carrière, dans les années 1970, vous avez beaucoup travaillé avec les Cris et les Inuit. Dans quel contexte se sont développées ces relations ? Étiez-vous liée à une institution? Comment étiez-vous financée pour vos recherches?

Carole Lévesque – En 1971, le gouvernement libéral du Québec a lancé le grand projet hydroélectrique de la Baie-James. Dans ce contexte, il y a eu du financement pour des projets en ethnologie et dans les universités : on engageait des archéologues, des historiens et des anthropologues pour des projets avec les Cris et les Inuit. J'étais encore étudiante et je voyais ça passer. Il y avait beaucoup de contestations au Québec à ce sujet. Il y a eu des équipes de recherche qui se sont formées, et j'ai eu la chance d'en faire partie. En 1975, le ministère des Affaires culturelles a ouvert un concours permettant d'accéder à des subventions de recherche. J'ai soumis quatre applications pour des projets et les quatre ont été acceptées.

J'ai appliqué comme individu parce que c'est ça qui était offert. Il y a des universités qui se sont positionnées comme institutions, mais peu de professeurs se sont montrés intéressés, en tout cas à l'Université de Montréal où j'étais. À l'époque, recevoir de l'argent de l'extérieur pour faire des travaux, ce n'était pas nécessairement bien vu. Le fait que j'aie besoin de gagner ma vie, ça m'a poussé à faire plus de choses. Comme je viens d'un petit milieu, il fallait toujours que je travaille. Quand j'étais étudiante, j'ai fait toutes sortes de choses : j'ai travaillé dans les restaurants, j'ai enseigné. C'était la même chose quand j'ai eu

ce premier contrat avec Yvan Simonis. Le sujet m'intéressait, mais en plus ça me permettait de gagner ma vie. Il y a aussi une conjoncture politique qui m'a permis de faire ça et d'aller chez les Cris, puis chez les Inuit. Quand j'ai eu la chance d'avoir des subventions qui me permettaient d'avoir un salaire, j'ai continué à faire ça. Je n'étais pas la seule, il y a d'autres chercheurs, d'autres anthropologues au Québec qui ont fait la même chose.

Quel a été votre premier emploi en tant qu'anthropologue de formation?

Carole Lévesque – J'étais jeune quand j'ai fait mon premier gros terrain. C'était en 1975 et j'avais 25 ans. C'était mon propre projet, où je dirigeais une équipe de 6 étudiants sur le terrain, chez les Cris. Dans les mois suivants, quand on est revenus, j'ai monté une exposition à l'Université de Montréal avec tout le matériel qu'on avait ramassé. C'était petit par rapport à ce qui se fait aujourd'hui, mais à l'époque il y avait eu les médias qui s'y étaient intéressés.

Quand l'exposition a été finie à Montréal, je l'ai présentée dans la communauté. Tout ce que je voulais, c'était de dire aux gens : « voici ce que j'ai appris avec vous, maintenant je vous redonne le résultat ». Comme je viens d'un petit milieu, d'une petite ville qui s'appelle Beauharnois – c'est à peu près, 45 minutes de Montréal – quand je me suis retrouvée dans une communauté autochtone, j'étais très à l'aise. Je savais instinctivement comment me débrouiller dans une communauté, mais je ne savais pas encore que ça s'appelait de la méthodologie participative.

C'est ce qu'on appelle aujourd'hui le retour des données dans les communautés. Pour moi, on devrait rajouter au retour des données dans les communautés le retour des chercheurs. Sinon, les données, tu peux bien les envoyer par la poste. Mais il faut que tu retournes, que tu leur apportes ça. C'est une marque de respect. On parle beau-

coup de retour des données. Moi je parle du retour des chercheurs, avant même le retour des données.

Et vous avez complété votre maîtrise à travers tout ça?

Carole Lévesque – Oui, la maîtrise, c'était un peu en même temps. Je l'ai fait sur la culture matérielle, c'est-à-dire la technologie, parce que c'est d'abord ça qui m'intéressait en anthropologie. Je me suis intéressée aux dessins décoratifs dans plusieurs Nations autochtones, et ma maîtrise a été publiée au Musée de l'Homme, à Ottawa, en 1977.

Comme j'avais déjà fait le baccalauréat et la maîtrise, je savais que j'allais faire un doctorat. Mais je n'y pensais pas dans une optique pour devenir absolument professeure. Pour moi, c'était encore une fois pour étudier. L'histoire a fait en sorte que j'ai décidé d'aller faire ce doctorat à Paris, pour travailler avec un professeur en particulier, qui a travaillé beaucoup pour la culture matérielle et la technologie matérielle. Ce professeur, Robert Creswell (1922-2016), a aussi beaucoup développé de méthodologies.

Je suis allée à Paris parce que j'avais déjà réussi à y faire des stages en 1974, grâce à des contacts. En 1976, quand j'ai eu fini ma maîtrise, j'y suis retournée pour le rencontrer. Je lui ai dit que j'aimerais faire un doctorat avec lui et que je venais du Québec. Lui, il connaissait un peu le Québec parce qu'il était venu enseigner à l'Université Laval comme professeur invité. C'était un Américain d'origine, qui s'était installé à Paris après la guerre. Il était tombé en amour avec Paris et les Français et il avait très bien appris le français. J'ai réussi à le rencontrer en octobre 1976. Il m'a dit que je pouvais m'inscrire et que les cours allaient commencer dans la prochaine semaine. Je lui ai dit que ça n'était pas possible, parce que je devais trouver de l'argent pour payer mes études. J'ai donc décidé de retourner au Québec et de revenir dans un an.

Je me suis trouvé d'autres emplois dans les communautés autochtones. Cette année-là, je suis allée sur le terrain presque tout le temps.

En octobre 1977, tous mes papiers étaient prêts. J'avais un peu de sous parce que j'avais réussi à avoir une petite bourse. Et c'est comme ça que je suis partie à Paris pour faire mon doctorat. Je n'étais pas dans l'idée de tout faire le plus vite possible pour devenir professeure. C'était plutôt la possibilité d'étudier à Paris, et comme beaucoup de Québécois et de Québécoises de ma génération, il fallait aller à Paris, en France, dans la culture francophone.

Durant ces années-là, j'ai connu beaucoup de Québécois qui étudiaient en même temps que moi à Paris. Un doctorat, à Paris, ça dure environ 3 ans. La première année, j'ai eu des cours toute l'année, avec des gens extraordinaires. J'ai suivi les cours de Claude Lévi-Strauss, de mon professeur Robert Creswell, et aussi avec Louis Vincent-Thomas, le spécialiste de la mort. J'ai étudié avec l'anthropologue Georges Balandier et j'ai fait des stages avec André Leroi-Gourhan, qui est le père de l'archéologie contemporaine. J'ai suivi tous les cours possibles pendant que j'étais là. Je suivais les cours tous les jours, plusieurs heures par jour, parce que je voulais comprendre et je voulais apprendre. Je savais que je ne resterais pas toujours à Paris.

Pensez-vous que ce temps passé à Paris a modifié la façon dont vous entrevoyez les débats sur la méthodologie ?

Carole Lévesque – À cette époque, il n'en était pas question. En anthropologie, on parlait beaucoup de l'importance du terrain. Quand j'ai fait mon doctorat, j'avais déjà vécu plus d'un an et demi dans les communautés autochtones et j'avais un livre publié, alors que les autres étudiants n'avaient pas encore fait de terrain. Donc je voulais déjà aller plus loin.

Je pense que ce que Paris m'a donné, ce n'est pas tant sur le plan méthodologique, que sur le plan des courants de pensée. Quand tu as la chance de suivre les cours de Claude Lévi-Strauss, tu vois des choses, tu apprends des choses. Par exemple, j'ai suivi des séminaires

avec Maurice Godelier. Ce sont des gens dont je lisais les œuvres. Et là c'était en réel, ils étaient là. J'étais beaucoup plus dans l'idée de l'apprentissage que dans la méthodologie.

Je parlais de mes expériences sur le terrain, ce qui me donnait une occasion de participer aux échanges. Mais on était encore dans les vieilles divisions qualitatives quantitatives. Ce que j'ai appris qui pourrait être plus lié à la méthodologie, c'est l'approche ethnographique. C'est là que j'ai commencé à voir que l'approche ethnographique, ce n'était ni l'un ni l'autre, que c'était une posture : d'ailleurs Robert Creswell a écrit des choses là-dessus. Ça m'a beaucoup apporté, plus que dans les termes de la méthodologie, puisqu'on n'en parlait pas encore à l'époque. C'était une application concrète, mais ça ne se formulait pas dans le sens de la recherche partenariale ou interactive. C'était quand même ce que je faisais, même si je n'avais pas besoin de trouver exactement comment ça s'appelait. Moi ce qui m'intéressait, c'était l'anthropologie, faire du terrain, et continuer à connaître d'autres gens.

Après, vous êtes revenue au Québec?

Carole Lévesque – Je suis revenue un peu durant mes études. La première année, j'étais tout le temps à Paris, mais la deuxième et troisième année seulement la moitié du temps parce que financièrement je ne pouvais pas y rester à temps plein. Jusqu'en 1980-1981, j'ai continué à aller à Paris quatre à cinq mois par année. J'étais dans des équipes de recherche et je participais à des activités. J'avais des amis là-bas.

En 1981, je suis revenue à Montréal parce que je voulais finir ma thèse et je devais trouver des moyens financiers pour vivre. J'avais déjà passé 30 ans. C'était toujours l'époque des projets de la Baie-James et du développement hydro-électrique. J'avais fait une autre exposition à l'Université de Montréal, sur les Cris de la Baie-James. Une personne qui travaillait au volet recherche et développement de la Société d'énergie de la Baie-James est venue voir l'exposition et m'a

demandé si je cherchais du travail.

J'ai dit oui, mais que ça dépendait quel type de travail. Il m'a dit qu'il avait aimé mon exposition. Lui aussi travaillait avec les Cris. Il trouvait que je parlais bien à travers les objets et pensait que je pourrais faire quelque chose, donc il m'a proposé un contrat pour 2 ans, dans le contexte du développement de la Baie-James, pour travailler avec les Cris, les Inuit et les Naskapis. En biologie et en géographie, il y avait déjà beaucoup de fonds pour la recherche et le développement, mais moins dans le domaine social. Mon titre était simplement anthropologue. Il n'y en avait pas avant.

Je m'occupais de l'archéologie, je faisais des travaux de recherche et je donnais des contrats à d'autres chercheurs, dont des anthropologues. J'ai pu visiter le territoire d'un bord à l'autre, du nord au sud. Je voyageais énormément. Je connaissais déjà les communautés. Je m'étais dit qu'en deux ans, j'allais pouvoir finir mon doctorat et gagner ma vie. Finalement, ça a été plus long. J'ai travaillé là pendant quatre ans et demi. Quand j'ai quitté, mon doctorat était terminé. J'ai déposé à Paris en 1985. Ça m'a pris un peu de temps retourner pour la soutenance, parce qu'encore là il fallait que je ramasse de l'argent. Donc je suis retournée en 1986.

À l'époque au Québec, lorsque tu avais un doctorat, tu pouvais obtenir des subventions comme chercheur autonome. Ça n'existe plus aujourd'hui. Quand j'ai vu que ça existait, j'ai déposé de nouvelles demandes, et je les ai obtenues. C'est comme ça que j'ai continué à travailler là-dessus. J'ai obtenu des contrats, et j'ai encore travaillé sur les projets hydro-électriques. J'ai fait des enquêtes de terrain chez les Inuit. C'est tout ça qui m'a emmenée en 1993 à l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), parce que c'était une possibilité pour moi de faire ce que j'aimais tout en gagnant ma vie.

Comment s'est passé votre passage d'une chercheuse autonome à une chercheuse liée à un institut de recherche gouvernemental ?

Carole Lévesque – Entre 1986 et 1992, à peu près, j’ai été chercheuse autonome. En 1992-1993 ce type de subvention pour chercheur autonome arrête, donc il faut être lié à une institution. À ce moment je suis allé vers l’IQRC parce que c’est un endroit où on faisait beaucoup de recherche. En 1993, j’ai proposé un projet sur la famille inuite qu’ils ont accepté. De fil en aiguille, jusqu’en 1995, j’ai continué comme ça.

En 1995, l’IQRC est devenu le Centre Urbanisation Culture Société de l’Institut national de la recherche scientifique (INRS). J’étais déjà sur place. Quand je suis rentré à l’INRS, la recherche était déjà comprise comme une entreprise collective – et non pas individuelle. Avec cette perspective, j’ai examiné les possibilités d’avoir des subventions pour créer une équipe. La première équipe financée a été créée en 1998, pour un projet qui a duré presque un an.

En 1999, il y a eu d’autres sources de financement, donc j’ai créé une autre équipe qui s’appelait Inditerra. C’était un projet sur les savoirs autochtones, un thème très populaire à l’époque dans le monde des études autochtones. Pour cela, j’ai impliqué dans le projet des gens avec lesquels je travaillais déjà. Le premier groupe, c’était avec les Inuit, les Cris, les Innus et les Naskapis, soit les Nations autochtones dans la portion plus nordique du Québec.

Après ça, on a grandi. C’est ça qui est devenu le Réseau DIALOG, en 2001. La conjoncture a fait en sorte qu’il y avait des subventions possibles. Moi, j’ai créé un réseau, je n’ai pas créé un centre de recherche. Il y a une grande différence entre un réseau et un centre de recherche. Un centre de recherche, ça appartient à l’université qui s’en va vers l’extérieur. Un réseau, ça appartient à tous ceux qui y participent. Donc oui, il y a des chercheurs et des étudiants du milieu universitaire, mais surtout, il y a des co-chercheurs qui viennent du milieu autochtone. C’est une organisation plus démocratique, qui amène à voir les choses autrement.

C’est une différence assez intéressante, que les gens ne saisissent pas nécessairement très bien. Et ça se reflète dans le nom: *DIALOG – Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones*.

Un réseau de recherche *et* de connaissance - la recherche appartient aux universitaires, mais la connaissance appartient à tous.

Pensez-vous qu'il y a eu une différence entre le moment où vous avez travaillé comme chercheuse autonome, et celui où vous avez travaillé pour d'autres dans le contexte de différents projets?

Carole Lévesque – Du côté de la Société d'énergie de la Baie-James, qui m'avait engagée au début des années 1980, eux ne savaient pas ce qu'était le travail d'anthropologue. Donc dans ce contexte j'étais très libre. Plus tard, quand j'ai été chercheuse autonome, je définissais mes projets en fonction de ce que j'avais fait avant. Puis, quand je suis arrivée à l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), et après à l'INRS, j'avais déjà 45 ans. Donc personne ne m'a dit quoi faire. J'avais déjà mes réseaux et mes projets, et je pouvais avoir des subventions. On ne m'a jamais mis de contraintes, et j'étais suffisamment mature, à l'époque. Si on m'avait dit que je devais faire d'une certaine façon, je ne suis pas certaine que je l'aurais acceptée. Je savais que je pouvais travailler dans d'autres contextes. J'avais des compétences et je pouvais les développer. Le fait d'arriver plus tard dans une institution faisait en sorte que je n'étais pas une jeune chercheuse qui n'avait encore rien fait. Cela faisait plus de 20 ans que je circulais dans le milieu autochtone.

À quel moment les questions de méthodologie sont-elles devenues importantes, au Québec et dans votre parcours?

Carole Lévesque – Au Québec en sciences sociales avant les années 1990, il y avait sur le plan méthodologique juste 2 filières : qualitatif quantitatif. Quand on faisait des demandes de subventions, il y avait une petite case à cocher: qualitatif ou quantitatif. Ça ne voulait pas dire grand-chose. C'était juste pour marquer la différence entre des

chercheurs qui faisaient des données chiffrées - avec des statistiques - et d'autres qui faisaient des entrevues avec des gens.

Dans les années 1970, on a commencé à parler plus largement de *recherche-action* et un peu de *recherche participative*, mais ça restait assez marginal. Pour moi, ce n'était pas marginal puisque c'était déjà ça que je faisais. J'ai compris la logique et je l'ai suivie.

La méthodologie, je dirais que c'est dans les années 1990 que j'ai commencé à en parler. Par exemple, c'était l'époque où on étudiait beaucoup les savoirs traditionnels dans le milieu autochtone (*traditional ecological knowledge* - TEK). J'ai beaucoup travaillé et écrit sur différents sujets autour des savoirs et sur la nécessité de les réintégrer dans les plans de développement des communautés, ainsi que dans les stratégies d'action sur le territoire. Pour moi c'était ça, la méthodologie. C'était de faire en sorte que les connaissances et l'information scientifique puissent connaître une autre finalité que simplement les réseaux de publication universitaire. J'ai publié là-dessus aussi, mais quand tu as la chance de participer au développement d'un nouveau plan d'action qui intègre les savoirs autochtones et qu'on se base sur tes travaux, c'est très valorisant. La communauté scientifique ne le sait pas, mais pour moi, la valeur elle est là.

Quand on parle de méthodologies participatives, pour moi ça n'est pas seulement lié à l'application, mais aussi à l'apprentissage. Dans ces années-là, j'ai donné beaucoup de formation à des groupes autochtones sur les savoirs, mais en parallèle je menais des travaux avec eux pour identifier ce qu'on pouvait appeler des savoirs, je prenais cette information et je faisais mon travail de chercheuse. C'est-à-dire que j'organisais l'information, je la catégorisais et je la clarifiais. Je la liais à des besoins qu'il y avait dans la communauté. Ça me venait naturellement, simplement parce que pour moi les gens n'étaient pas des informateurs, mais des personnes qui me permettaient de faire mon métier, de développer mes compétences, et surtout des gens auprès desquels j'apprends.

De plus en plus j'essaie de formaliser la méthodologie, de voir quelles sont les différentes façons d'effectuer la recherche. C'est possible de s'in-

téresser à ça maintenant parce que je l'ai déjà vécu et que j'ai beaucoup d'exemples. Dans ce sens-là c'est quelque chose en plus qui pourrait servir.

Est-ce qu'il y a un groupe ou un mouvement spécifique qui est à l'origine de la recherche collaborative?

Carole Lévesque – Il s'est toujours fait de la recherche collaborative. Déjà dans les années 1940-1950, à l'école de Chicago, il y a eu plein de travaux et beaucoup d'anthropologues qui ont fait ça. Mais, au Québec, c'est vraiment autour de 2010 que les institutions se sont dotées de politiques internes pour favoriser ce type de recherche.

Dans la première décennie des années 2000, la recherche collaborative, de façon générale, c'était le fait de personnes ou de petites équipes. Avec l'avènement de la société du savoir, les programmes de subvention universitaires et des gouvernements ont amené les universités à se doter de politiques pour créer des ponts entre les universités et d'autres milieux détenteurs de savoirs. À partir de ce moment, on a assisté à une institutionnalisation des préoccupations sur la recherche collaborative ou interactive. On la retrouve par exemple dans les orientations stratégiques des institutions universitaires.

Au tournant des années 2010, les universités se dotent de politiques institutionnelles pour favoriser ces nouvelles pratiques en recherche, dans un contexte de mondialisation, de développement et d'émergence de la société du savoir. On commence à poser des questions sur d'autres façons de faire, de créer la connaissance, pour faire en sorte que le savoir produit à l'université puisse rencontrer les besoins d'autres gens, de la société, et non pas seulement fonctionner et se reproduire en silo sans qu'il y ait d'impacts.

Pour ça, il faut d'autres types de produits que les articles scientifiques, qui sont seulement lus par des scientifiques. Le grand public et les communautés autochtones ne lisent pas les articles scientifiques, même lorsqu'ils sont rendus disponibles. À cette époque, il y a une

diversification des produits de la recherche qui se fait. Comme les universités voient que le financement va dans ce sens, elles se dotent de politiques institutionnelles pour rencontrer ces obligations gouvernementales, pour être à la fine pointe de ce que les organismes subventionnaires, les Nations Unies (ONU) ou l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) prônent avec la société du savoir.

À quel moment les questions de partenariat et de collaboration ont-elles commencé à être plus largement discutées au Québec?

Carole Lévesque – Dans les années 1990, ça existait déjà au Québec l'idée de travailler en partenariat. En ce sens on est en avance sur beaucoup de pays. C'était possible non seulement dans le domaine autochtone, mais aussi ailleurs. Par exemple, dans le domaine de la famille, il y a eu des équipes qui se sont créées dans les années 1990. Cette idée d'interaction, elle était là. Étrangement, je n'ai jamais fait le test, mais plusieurs de ces équipes regroupaient des anthropologues, parce que cette question qu'on nous posait « êtes-vous qualitatif ou quantitatif », elle a disparu à une époque.

Au gouvernement, ils voyaient que ça n'avait pas de sens, de classer les chercheurs en qualitatif ou quantitatif. Moi je me mettais en qualitatif, mais en fait mes procédures méthodologiques étaient beaucoup plus vastes que ça. Les gens ne savaient pas non plus ce que ça voulait dire, faire du terrain. Cette idée d'équipe, de travail en équipe, de partenariat ou de multidisciplinarité, elle existe au Québec depuis peut-être la fin des années 1980 ou le début des années 1990.

C'est là que moi je vois que le travail en milieu autochtone, sur le plan méthodologique ou ailleurs, peut avoir des impacts dans d'autres sphères de la connaissance qui ne sont pas en lien avec les Autochtones, tout simplement parce que le milieu autochtone nous a permis

d'expérimenter des modèles ou des procédures. Le fait que ça ait été si important d'avoir un lien continu avec nos partenaires a fait en sorte qu'on a innové beaucoup. Aujourd'hui, je pense que ce qui se fait en milieu autochtone, dans le domaine de la recherche, peut avoir des impacts bien au-delà du milieu autochtone, pour la recherche partenariale, interactive, ou encore pour la co-construction des connaissances en général.

À quel moment avez-vous commencé à parler en termes de co-construction des connaissances et de recherche partenariale, qui sont aujourd'hui des termes clés dans le métier d'anthropologue ? Quelle est la différence avec la recherche participative ?

Carole Lévesque – On parlait déjà de recherche-action au Québec vers la fin des années 1970, mais plus dans les disciplines d'intervention, comme le travail social ou l'éducation. L'anthropologie n'était pas là. On a commencé à parler de recherche collaborative vers la fin des années 1980, puis dans les années 1990 on a commencé à parler de recherche partenariale. Il y a une distinction à faire parce que la recherche partenariale ça veut dire que tu mets en présence des institutions, pas seulement des individus. Ça implique une sorte d'entente entre des universités et d'autres instances. La recherche collaborative, ça peut être juste des individus qui collaborent. La co-construction des connaissances, on en parle seulement depuis le tournant des années 2010.

En milieu universitaire, quand on passe vers de la recherche-action ou participative, c'est déjà la porte ouverte vers l'extérieur. Mais quand on arrive à la co-construction des connaissances, on est dans un autre registre. Comme je l'ai déjà dit, la connaissance n'appartient pas qu'aux chercheurs. La co-construction des connaissances est une étape encore plus loin que la recherche participative. C'est quelque chose de vraiment intégré, qui met en présence des types de connais-

sances différentes et qui nous permet de travailler à l'échelle des visions du monde par rapport à la connaissance.

J'entrevois la co-construction des connaissances comme une posture épistémologique et éthique. C'est ça qui m'a amenée à m'y intéresser. Je suis convaincue que mes origines sociales ont joué un rôle important. Parce que tout ça - l'université, aussi le collège avant, et tout ce qui s'est fait depuis - ce sont des occasions pour apprendre. Et quand tu veux toujours apprendre, tu te places toujours en position d'apprentissage, tu développes des relations plus égalitaires. Et voilà.

Dans l'histoire du Réseau DIALOG, quels impacts ces changements dans les méthodologies et dans l'organisation de la recherche ont-ils eus?

Carole Lévesque – D'abord, ça nous a donné accès à des subventions assez importantes qui nous ont permis d'assembler le Réseau DIALOG. Dès le début, on a décidé qu'il n'y aurait pas les chercheurs d'un côté, les Autochtones de l'autre et les étudiants à part. On s'est dit qu'on avait 3 groupes de gens alors que toutes les activités qu'on allait faire, que ce soient des panels, des activités ou des initiatives, devaient toujours regrouper des représentants de ces trois groupes-là : des chercheurs, des représentants autochtones et des étudiants.

Au début, dans les regroupements qui faisaient de la recherche « interactive » ou « interdisciplinaire », les chercheurs faisaient les choses et une fois par année ils envoyaient leurs résultats aux partenaires et ils invitaient les étudiants pour un petit colloque. Dès le départ, je ne souhaitais pas ça, je voulais que ça soit équitable. Chaque fois qu'on a des activités, on a les trois groupes de personnes qui sont dans DIALOG. Il y a environ 120 personnes qui sont liées à DIALOG, donc on ne peut pas souvent faire des événements où tout le monde est là. On essaie plutôt de faire des activités. C'est comme ça qu'on a créé l'Université Nomade et la Classe des Sages, toujours en

mettant l'accent sur la formation des étudiants et la formation à la recherche avec les Autochtones.

Il n'y a jamais d'activités où les Autochtones ne sont pas présents. Ça ne nous viendrait pas à l'esprit. Le Réseau DIALOG a été à l'avant-garde pendant quelques années. Maintenant, on a autant de chercheurs universitaires que de co-chercheurs autochtones, et il y a aussi des chercheurs et des étudiants qui sont Autochtones.

Aujourd'hui, 20 ans plus tard, la très grande majorité des groupes mettent de l'avant des initiatives que DIALOG a déjà prises 20 ans avant. Donc on a eu un impact, il y a plus de gens qui s'intéressent aux questions autochtones. Nous, on est allés vers l'interdisciplinarité très rapidement. Ça ne veut pas dire que tout le monde fait du terrain dans notre groupe, mais ceux qui n'en font pas travaillent avec ceux qui en font.

On continue à obtenir de subventions et on arrive à quelque chose encore mieux parce qu'il y a un intérêt pour comprendre ensemble des défis actuels. Pour moi, c'est là qu'on voit comment les changements se sont produits, parce qu'aujourd'hui le Réseau DIALOG est reconnu. En 2021, DIALOG a d'ailleurs reçu le prestigieux Prix Impact Connexion du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), qui honore la mission de rapprochement avec les Premiers Peuples initiée par le Réseau DIALOG et qui reconnaît les pratiques de recherches engagées mises de l'avant dans les vingt dernières années.